

CRISE DES METIERS DE L'HUMAIN

ACTE II DE LA MOBILISATION

DOSSIER DE PRESSE



QUI SOMMES NOUS ?

Le collectif interfédéral

Nous sommes 19 fédérations et collectifs associatifs, représentant près de 500 organismes privés non lucratifs gestionnaires d'environ 4.500 établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux et employeurs de plus de 130.000 salariés en Île-de-France. Notre mobilisation s'inscrit dans une démarche interfédérale visant à alerter de nouveau sur l'ampleur des problématiques relatives à la crise des métiers de l'Humain qui frappe notre secteur, ainsi que sur les risques qui pèsent sur la continuité d'accompagnement des personnes fragilisées.



Fondée en 1951, l'Uriopss Île-de-France est la première tête de réseau de la santé et de la solidarité sur le territoire francilien. Elle accompagne, au quotidien, plus de 420 associations, fondations et mutuelles gestionnaires qui prennent en charge les publics fragilisés en Île-de-France.



La Fédération des Acteurs de la Solidarité Île-de-France a pour objet de développer toutes initiatives visant à favoriser la dignité, l'épanouissement, l'autonomie de toute personne seule, en couple ou en famille, en difficulté d'adaptation ou d'insertion sociale et/ou professionnelle, sans distinction de quelque nature que ce soit. La FAS Île-de-France fédère 139 organisations porteuses de 478 établissements ou services en Île-de-France.



Hexopée est une organisation professionnelle représentative dans les Branches Eclat, Sport, TSF, Habitat et Logement Accompagné, elle représente et accompagne 12 000 employeurs de l'ESS et en particulier ses adhérents « foyers et services pour jeunes travailleurs » présents dans toute la France.



Créée en 1948, la CNAPE est une fédération nationale d'associations qui accompagnent et accueillent les enfants, adolescents et jeunes adultes en difficulté.

Ses champs d'intervention concernent la prévention, la protection de l'enfance, la justice pénale des mineurs, l'enfance et la jeunesse en situation de handicap et de vulnérabilité, la jeunesse confrontée à des difficultés d'insertion.



La FEHAP, présente depuis 1936 dans l'ensemble des champs de la protection sociale, rassemble plus de 5 000 adhérents, œuvrant au sein de plus de 1500 organismes gestionnaires.

En Ile-de-France, elle représente et défend les intérêts de plus de 1000 établissements et services. Ces structures comptabilisent plus de 67 000 lits et places sur la région et emploie plus de 39 000 salariés dans les champs sanitaire, médico-social, social et petite enfance.



L'Union Régionale Solidarité Femmes d'Ile-de-France regroupe 14 associations franciliennes spécialisées dans l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et l'hébergement de femmes victimes de violences, particulièrement conjugales, seules ou avec leurs enfants co-victimes et adhérant à la Fédération Nationale Solidarité Femmes.



La Fapil est un réseau d'associations, unions d'économie sociale et sociétés coopératives d'intérêt collectif travaillant en faveur de l'accès et du maintien dans le logement de personnes en difficulté.



Agréées service social d'intérêt général, les associations du mouvement SOLIHA sont portées par l'engagement citoyen de leurs administrateurs bénévoles et la compétence de leurs professionnels au service du projet habitat des personnes et des territoires. Leur objectif est de favoriser l'accès et le maintien dans l'habitat des personnes défavorisées, fragiles et vulnérables.



Fondée en 1968, L'Unapei-Île-de-France est une association loi 1901, qui constitue l'échelon régional francilien du Mouvement parental national Unapei, Union des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis.



Nexem est la principale organisation professionnelle des employeurs associatifs du secteur social, médico-social et sanitaire. Elle représente en Ile-de-France plus de 1500 établissements et services employant près de 45 000 professionnels, dans cinq champs d'activité : le handicap, la protection de l'enfance, l'autonomie des personnes âgées, la protection juridique des majeurs et la lutte contre les exclusions.



L'UNAFORIS (Union Nationale des Acteurs de la Formation et de la Recherche en Intervention Sociale) est une association du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), qui réunit la plupart des établissements de formation en travail social (EFTS) de France, en un réseau nationale unique.



Interlogement93 est une association fédérative de 42 associations de lutte contre l'exclusion sociale et la précarité en Seine-Saint-Denis. Opératrice du SIAO 93, l'association gère également différents dispositifs d'accompagnement et de gestion locative sociale destinés aux publics rencontrant des difficultés pour accéder ou se maintenir dans un logement.



L'Union Régionale Solidarité Femmes d'Île-de-France regroupe 14 associations franciliennes spécialisées dans l'accueil, l'écoute, l'accompagnement et l'hébergement de femmes victimes de violences, particulièrement conjugales, seules ou avec leurs enfants co-victimes et adhérant à la Fédération Nationale Solidarité Femmes.



Le CNLAPS se définit comme « un organisme d'étude, de liaison, d'actions et de recherche institué par l'adhésion d'association, en vue de promouvoir et de créditer l'action de Prévention Spécialisée dont il veut garder la spécificité et l'indépendance [1]. L'action d'éducation spécialisée vise à permettre à des jeunes en voie de marginalisation de rompre avec l'isolement et de restaurer le lien social.



L'ambition Habitat Jeunes en Ile-de-France rassemble une quarantaine d'acteurs et une tête de réseau (l'URHAJ Ile-de-France) qui œuvrent pour l'accès à l'autonomie des jeunes. Cela représente aujourd'hui 117 résidences, implantées sur une soixantaine de communes, accueillant et accompagnant annuellement plus de 16 000 jeunes de 16 à 32 ans qui démarrent leur vie active.



CHEMEA est une association qui regroupe des associations et organismes à but non lucratif, gestionnaires d'établissements et services médico-sociaux pour enfants et adultes en situation de handicap, dans la région Ile de France.



Dynamo France rassemble et met en réseau les acteurs français du travail de rue qui- à travers la France- agissent sur le terrain auprès de populations variées travaillant et/ou vivant dans la rue (enfants, jeunes, adultes). Le réseau a pour but d'augmenter l'efficacité et la qualité des pratiques par le biais de la formation, de l'échange et de la mise en place d'outils pédagogiques.



Le Groupement National des Directeurs généraux d'Associations (GND) rassemble des dirigeants professionnels associatifs occupant des fonctions permanentes de responsabilité générale au sein d'organisations à but non lucratif œuvrant dans les champs de l'action sociale, médico-sociale et sanitaire.

LE CONTEXTE

Le monde associatif français compte aujourd'hui 1,5 million de structures, dispose d'un budget de 113 milliards d'euros soit 3,3 % de la richesse nationale. L'effectif salarié associatif s'élevait à 1 758 500 personnes entre 2011 et 2017 dont 21% employé en Île-de-France.

Le secteur sanitaire et social est le principal « employeur » avec 920 000 salariés qui interviennent dans les hébergements médicalisés pour personnes âgées et handicapées, l'hébergement social pour adultes et enfants en difficulté et les foyers de travailleurs, mais aussi des associations proches des entreprises et de l'aide à l'emploi, les établissements et services d'aide par le travail aux personnes handicapées (ESAT) et les missions locales.

Le secteur associatif constitue un maillage essentiel de la région Île-de-France avec 6624 associations, 123 fondations et 19 Groupements de coopération sociale et médico-sociale.

La région Île-de-France durement touchée par la crise des métiers de l'Humain

Alors que nous estimons à plus de 7 000 postes vacants dans la Région, soit 6,5% des effectifs théoriques des établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux, le collectif interfédéral s'alarme de la situation des professionnels du secteur privé non lucratif des solidarités et de la santé.

Entre la pénurie de personnels, les inégalités de traitement entre professionnels, les « oublié.e.s » de la revalorisation ainsi que l'épuisement des équipes : le secteur est à bout de souffle.

Cette situation a des conséquences importantes sur le fonctionnement de nos établissements et services, voire les met en danger.

Le maintien même de l'ouverture de ces structures est parfois remis en cause et au-delà, c'est leur capacité d'accompagnement et de soin qui se dégrade.



LES CHIFFRES CLÉS

Après une première enquête sur les tensions RH, menée à l'automne 2021, et pilotée par la FEHAP Île-de-France, l'Uriopss Île-de-France et Nexem Île-de-France, une seconde enquête flash menée en juin 2022 fait état des difficultés concrètes dans le secteur de l'accompagnement et du soin. Les résultats mettent en lumière l'état d'inquiétude des dirigeants associatifs et leur difficulté à assurer correctement l'accompagnement des plus fragiles.

Il s'agit de résultats intermédiaires. L'enquête finalisée sera diffusée dans son intégralité fin septembre 2022.

Les répondants représentent près de 1 500 établissements et services

Près de 6.5% de postes vacants : malgré les annonces de revalorisation salariale, le secteur peine toujours autant à recruter.

Au contraire, la situation s'aggrave : 28 % des répondants, constatent une dégradation de la situation RH dans leurs structures depuis l'annonce des mesures de revalorisation salariale.

49% des répondants affirment à court ou moyen terme, que la pérennité de leurs établissements et services pourrait être menacée. Là encore, la situation s'aggrave car à l'automne 2021, ils étaient 35 %.



Paroles de professionnels



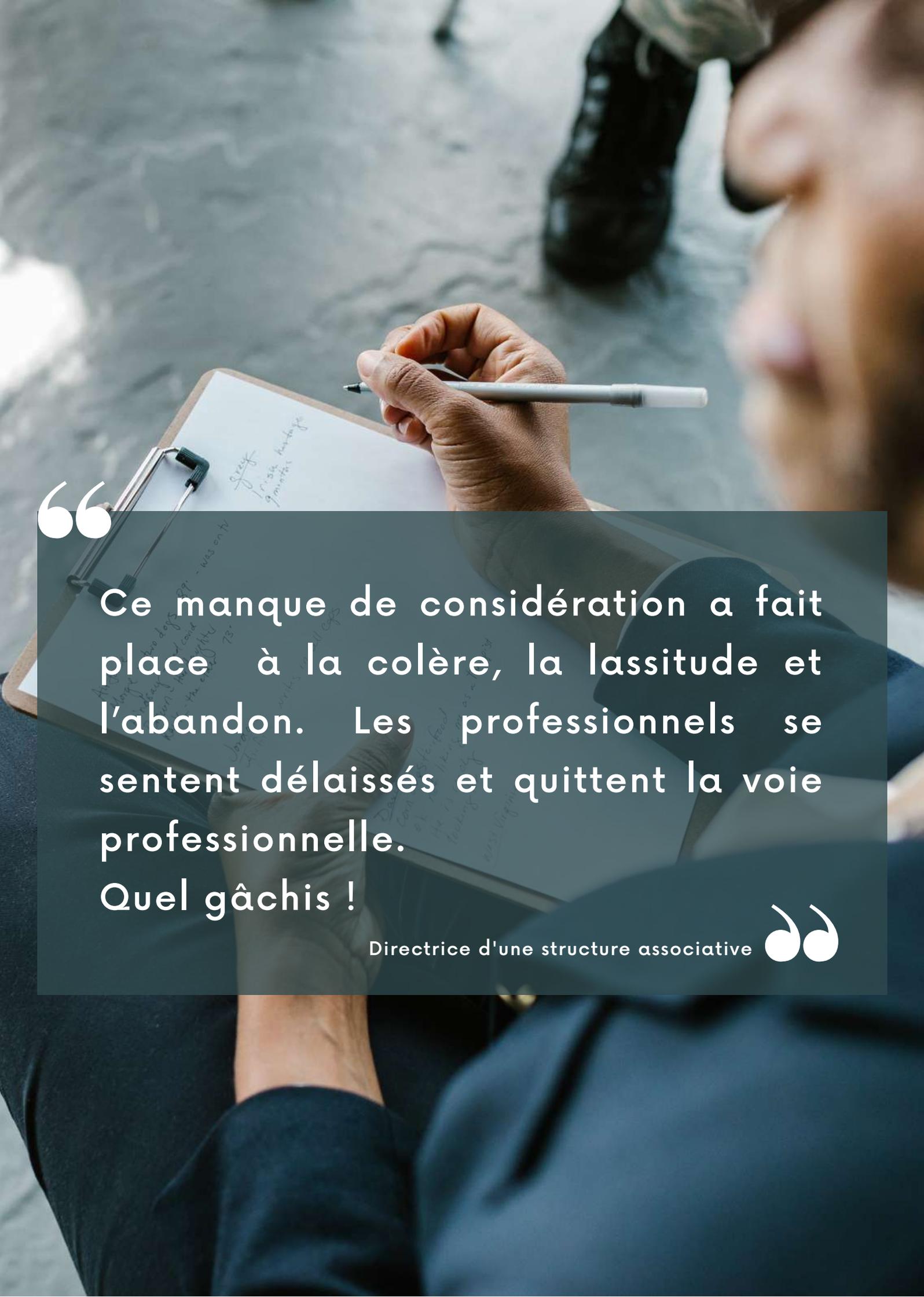
“

Dans le secteur sanitaire, nous avons choisi cette voie pour prendre soin de personnes qui en ont besoin.

Aujourd'hui les professionnels assument péniblement le minimum vital. On parle de survie.

Aide-soignante

”



“

Ce manque de considération a fait place à la colère, la lassitude et l'abandon. Les professionnels se sentent délaissés et quittent la voie professionnelle.

Quel gâchis !

Directrice d'une structure associative

”



“

Pour accompagner ces jeunes, nos adhérents ont besoin de professionnels mais le manque de qualification des candidats et les difficultés d'accès aux formations engendrent des difficultés de recrutement.

Educatrice spécialisée au sein d'un foyer de jeunes travailleurs

”



“ Comment peut-on être attractif avec un salaire net de 1350€ en début de carrière alors que le revenu médian en France est de 1881€ ?

Auxiliaire de vie en EHPAD





“

C'est un métier de cœur et de passion. On sait pourquoi on va bosser le matin. Mais jusqu'à quel prix ? On a tous les jours des demandes de femmes victimes de violences conjugales qu'on ne peut pas satisfaire, faute de places d'hébergement. Et on est si mal payées !”

Travailleuse sociale





“

Au moment où la pauvreté risque de se développer, la revalorisation salariale longtemps attendue ne saurait être partielle, sauf à accepter des inégalités de traitement entre nos équipes

Directrice de structure d'hébergement

”